

IAASTD Une expertise collective internationale sur le rôle des connaissances, des sciences et technologies agricoles pour le développement

Mots clés associés : éducation et culture | innovation, sciences et techniques | agriculture, alimentation | agriculture | ressources naturelles | sécurité alimentaire

Résumé

L'évaluation IAASTD est une expertise collective internationale sur la contribution des sciences et technologies aux objectifs du millénaire, en particulier réduction de la pauvreté et de la malnutrition, amélioration de la nutrition et de la santé humaine, amélioration des conditions de vie des populations rurales et promotion d'un développement durable et équitable. Elle porte à la fois sur les sciences et les technologies formelles et sur les savoirs locaux et traditionnels. IAASTD ne traite pas seulement de la production et de la productivité mais aussi de la multifonctionnalité de l'agriculture. On peut à cet égard parler d'un appel à un véritable changement de paradigme scientifique en accordant une place aux multiples fonctions de l'agriculture et à son adaptation à des contextes agroécologiques, sociaux et culturels très diversifiés. Il est recommandé en outre de revoir les outils R&D afin de réduire la pauvreté rurale, en ciblant notamment les communautés paysannes et les paysans sans terre. Cette révision implique aussi une refonte des relations entre les différents types de connaissances et une intégration plus étroite des savoirs locaux dans la conception, la conduite et l'évaluation des programmes de recherche.

Auteurs

Loyat Jacques

Agronome et économiste, Ingénieur Général honoraire du Génie Rural des Eaux et des Forêts, actuellement chercheur associé au CIRAD

Il a participé à IAASTD comme auteur sur le chapitre "Option pour l'action" du rapport Amérique du Nord et Europe (NAE).

Il a coordonné les travaux de séminaires de recherche autour du développement durable ayant abouti à la publication d'un livre : Ecosystèmes et sociétés, Concevoir une recherche pour un développement durable. Cemagref, Cirad, Ifremer, Inra, IRD, MNHN, MAE, MAP, MEDD, MESR. Paris, 2007.

Texte

L'Évaluation Internationale des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement (en anglais IAASTD, *International Assessment of Agricultural Science and Technology for Development*) est un processus participatif international d'évaluation des sciences et des technologies agricoles à l'instar du MEA (*Millenium Ecosystem Assessment*) et du GIEC (Groupe Intergouvernemental sur le Changement Climatique). L'idée d'une telle évaluation a été lancée en Août 2002 par la Banque Mondiale et la FAO, lors du Sommet Mondial sur le Développement Durable. IAASTD s'est achevée par la Conférence Intergouvernementale qui s'est tenue à Johannesburg du 7 au 11 avril 2008.

La hausse des prix des produits alimentaires en 2007- 2008 a mis en évidence l'étendue inacceptable de la faim et de la pauvreté structurelles dans le monde. On estime actuellement que plus d'un milliard de personnes, soit une personne sur six dans le monde, souffriraient de sous-alimentation. Il s'agit essentiellement de petits producteurs vivriers, en particulier de femmes, et d'autres catégories de personnes vivant en milieu rural.

La réduction de la pauvreté et de la malnutrition, l'amélioration de la nutrition et de la santé humaine, l'amélioration des conditions

de vie des populations rurales et la promotion d'un développement durable et équitable, objectifs du millénaire, étaient précisément l'objet de l'expertise internationale IAASTD. Elle reflète la prise de conscience générale qu'en dépit d'importants progrès scientifiques et technologiques qui ont permis d'accroître la productivité agricole, nous avons été moins attentifs aux retombées involontaires de nos succès sur les plans social et environnemental.

L'originalité de la démarche IAASTD

L'évaluation porte sur la contribution des connaissances, des sciences et des technologies comprises dans un sens très large, depuis leur conception jusqu'aux modalités de leur accessibilité, de leur adoption et de leur diffusion, en passant par le développement ou l'ajustement d'outils organisationnels et institutionnels appropriés. Le défi consiste à réaliser simultanément les objectifs de développement et de durabilité tout en augmentant la production agricole.

Il a été convenu que l'évaluation devait aller au-delà des limites étroites de la science et la technologie pour prendre en compte d'autres types de connaissances pertinentes (par exemple les connaissances des producteurs, des consommateurs et des utilisateurs finaux de produits agricoles), ainsi que le rôle des institutions, des organisations, de la gouvernance, des marchés et du commerce.

IAASTD a été accepté en 2004 sous la forme d'un processus intergouvernemental pluridisciplinaire cofinancé par l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds pour l'Environnement mondial (FEM), le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). La composition multilatérale du bureau respecte un équilibre géographique et la parité entre les représentants des États et les représentants de la société civile (ONG, associations de paysans et de consommateurs, entités privées et organisations internationales).

Environ 400 experts internationaux désignés par des groupes de parties prenantes ont été sélectionnés par le Bureau pour préparer le rapport de l'IAASTD. Ces experts ont travaillé en leur nom propre, ne représentant aucun groupe d'acteurs. D'autres individus, organisations et États ont été associés au processus de révision par les pairs. IAASTD présente ainsi la particularité de rassembler l'ensemble des porteurs d'enjeux (gouvernements, scientifiques, industriels, organisations de producteurs, de consommateurs, de protection de l'environnement, grandes institutions internationales) dans un exercice multidisciplinaire, aussi bien à l'échelle du globe qu'à une échelle régionale.

Un changement de paradigme scientifique pour l'action

IAASTD tire un bilan contrasté du passé. Tout en reconnaissant le rôle des sciences et des technologies dans l'augmentation substantielle de la production agricole au cours des 5 dernières décennies, le rapport souligne que les progrès en matière de productivité d'une part n'ont pas bénéficié également à l'ensemble des régions et des agriculteurs du monde et, d'autre part, se sont souvent accompagnés de conséquences négatives sur l'environnement, contribuant à la dégradation des sols, à la pollution de l'eau et de l'air et à la perte de biodiversité. La poursuite de l'intensification telle que pratiquée précédemment est donc jugée "inadaptée pour l'avenir".

Quelques impacts environnementaux de l'agriculture

- Biodiversité : diminution du nombre d'espèces cultivées et sauvages et de la diversité génétique intra-espèce.
- Irrigation : salinisation des sols, abaissement des nappes phréatiques, érosion...
- Engrais chimiques : eutrophisation des eaux de surface, acidification des eaux et des sols...
- Sols : diminution de la qualité des sols, augmentation de l'érosion, de la compaction et de la contamination...
- Changement climatique : agriculture contribuant à hauteur de 6 à 10% des émissions totales des gaz à effet de serre et jouant donc un rôle dans le changement climatique

6

Tout en affirmant qu'on ne peut plus continuer comme avant, le rapport souligne trois éléments qui fondent le nouveau paradigme proposé et impliquent la réorientation des approches du développement : la reconnaissance du caractère plurifactoriel de l'activité agricole, de la multiplicité de ses fonctions (économique, sociale et environnementale) et de la diversité des processus d'innovation technologiques. Le développement agricole doit prendre en compte la complexité du fonctionnement des systèmes agricoles ainsi que leur diversité selon les contextes socioéconomiques et culturels et les spécificités des écosystèmes. La production ne peut plus être considérée isolément.

Reconnaissance de la diversité

Il y a une très grande diversité dans les systèmes de production agricole et leurs dynamiques. Ils dépendent des agroécosystèmes et sont insérés dans des contextes politiques, économiques, sociaux et culturels extrêmement divers. On reconnaît que la connaissance est coproduite par les chercheurs, les agriculteurs et tous les acteurs agricoles au sens large (forestiers, pêcheurs, éleveurs, pasteurs), mais aussi la société civile, les organisations et les administrations publiques.

Les recommandations de l'IAASTD pour l'action couvrent, notamment, les champs suivants :

La pauvreté et les revenus : les options concernent le renforcement des capacités (accès aux ressources foncières, aux technologies, aux services financiers) et la définition de politiques appropriées (notamment politiques budgétaires et en matière de concurrence et amélioration de l'accès aux ressources).

La sécurité alimentaire : les stratégies relatives à la sécurité alimentaire incluent la gestion des stocks, la veille sur les marchés, les systèmes de distribution ; la production agricole et l'accès à l'alimentation sont appréhendés conjointement.

La durabilité environnementale : il s'agit de développer les systèmes agroécologiques de façon à assurer la durabilité des ressources tout en accroissant la productivité ; des incitations politiques ou par le marché doivent exister afin de promouvoir des pratiques agricoles adaptées.

La santé humaine et la nutrition : on met l'accent sur les inter-relations entre la santé, la nutrition et l'agriculture.

L'équité : elle sera d'autant mieux assurée que les technologies sont adaptées au contexte et que le système RD intègre à la fois les sciences et techniques formelles et les savoirs traditionnels.

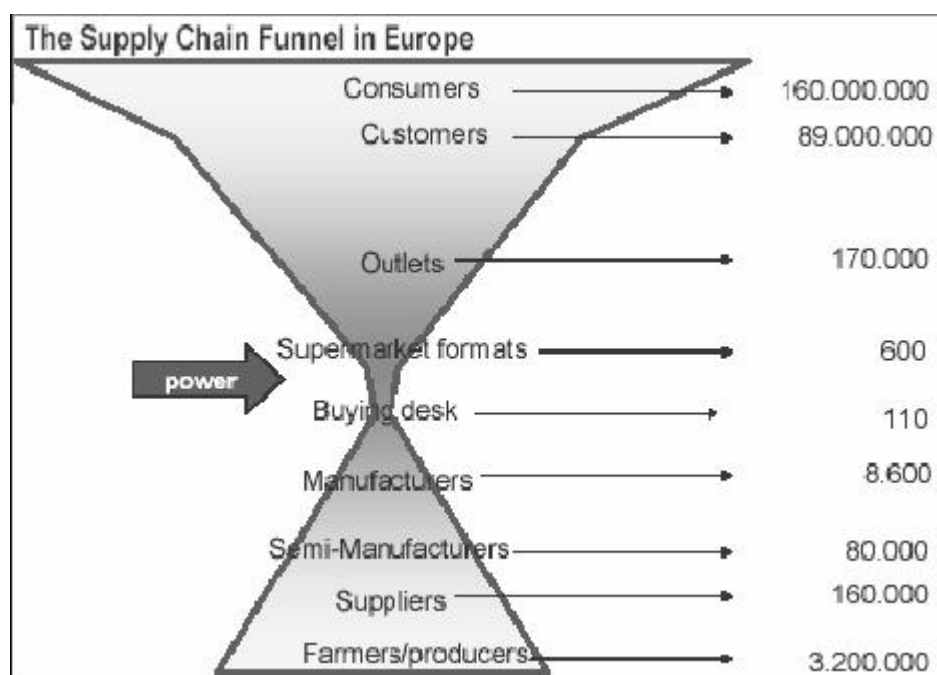
Les investissements : des sources de financements plus diversifiées pour la RD doivent être conjuguées avec des investissements mieux ciblés dans les domaines des infrastructures, de l'éducation et de la santé.

En **résumé**, on peut parler d'un appel à un véritable changement de paradigme scientifique en accordant une place aux multiples fonctions de l'agriculture et à son adaptation à des contextes agroécologiques, sociaux et culturels très diversifiés. Il est recommandé en outre de revoir les outils RD afin de réduire la pauvreté rurale, en ciblant notamment les communautés paysannes et les paysans sans terre. Cette révision implique aussi une refonte des relations entre les différents types de connaissances et une

intégration plus étroite des savoirs locaux dans la conception, la conduite et l'évaluation des programmes de recherche.

Un appel pour de nouvelles politiques publiques

- **Mettre en place des politiques publiques cohérentes permettant de répondre à la fois aux objectifs du développement d'une agriculture durable** : trouver un équilibre entre l'utilisation de ressources naturelles, le développement économique et le maintien des valeurs sociales et culturelles aux différentes échelles, encourager la collaboration avec le secteur privé et les ONG.
- **Mettre en place de nouveaux régimes de propriété** qui définissent clairement le régime d'accès, les droits d'usage et les droits de propriété ; identifier les facteurs facilitant l'organisation et la mise en place de ces nouveaux régimes.
- **Développer de nouveaux systèmes de gouvernance** basés sur des réseaux interactifs à l'échelle locale ; faciliter une gouvernance locale en utilisant les approches participatives incluant les différentes parties prenantes.
- **Élaborer des politiques pour supprimer les incitations à la concentration des exploitations agricoles et des agro-industries** : mesures anti-trust, de meilleures politiques relatives à la concurrence, des règles plus strictes sur la communication sociétale, et une transparence accrue dans les transactions commerciales.



The supply chain funnel in Europe. Source : J-PGrievink, Cap Gemini, OECD 2003

- **Élaborer des politiques pour internaliser les coûts environnementaux et sociaux de la production agricole et rémunérer les services agroécologiques** : développer des instruments financiers pour décourager l'utilisation des intrants néfastes pour l'environnement et promouvoir des pratiques culturales peu polluantes, une gestion écologique des bassins versants et des paysages et la séquestration du carbone par l'agroforesterie.

Les observations et recommandations par thème

Le rapport de synthèse a examiné 8 thèmes communs à l'ensemble des rapports régionaux et présentant un intérêt en termes de connaissances, de sciences et de technologies pour le développement : *bioénergie, biotechnologies, changements climatiques, santé humaine, gestion des ressources naturelles, marchés et commerce international, savoirs locaux et traditionnels, femmes en agriculture*. Deux thèmes ont fait l'objet de controverses particulièrement fortes : *les biotechnologies* d'une part, *marché et commerce international* d'autre part.

La bioénergie

La bioénergie suscite un vif intérêt en raison du renchérissement des combustibles fossiles, des problèmes de sécurité énergétique et de la sensibilisation croissante aux changements climatiques, mais aussi à cause de ses effets potentiellement positifs sur le développement économique. Les aspects économiques de la bioénergie et ses externalités sociales et environnementales, tant

positives que négatives, dépendent de la source de biomasse, du type de technologie de conversion et des circonstances locales. Pour toutes les formes de bioénergie, les décideurs doivent soigneusement évaluer tous les coûts sociaux, environnementaux et économiques par rapport aux avantages potentiels et aux autres options énergétiques viables.

Les changements climatiques

Alors que la demande de produits alimentaires, de fourrages, de fibres et de combustibles ne cesse d'augmenter, les changements climatiques risquent de dégrader irrémédiablement le stock de ressources naturelles dont dépend l'agriculture.

La santé humaine

L'intensification des systèmes de culture et d'élevage influe sur l'incidence et la répartition géographique de nombreuses maladies infectieuses. Lorsque les maladies se propagent dans l'ensemble de la population humaine ou animale, ou qu'elles sont transmises à l'homme par les animaux, les effets socioéconomiques peuvent être graves. Il est essentiel de mettre sur pied des programmes robustes de détection, de surveillance, de contrôle et d'intervention.

La gestion des ressources naturelles

Les ressources naturelles, sont d'une importance fondamentale pour les systèmes agricoles et pour la viabilité sociale et environnementale, car elles aident à maintenir la vie sur terre. Dans le passé, le développement agricole a été principalement centré sur les gains de productivité au lieu d'intégrer la gestion des ressources naturelles à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il est préférable de suivre une approche systémique.

Les savoirs locaux et traditionnels

Les savoirs locaux et traditionnels sont un vaste ensemble de connaissances pratiques et de capacités de création de savoirs qui sont nécessaires pour réaliser les objectifs de développement et de durabilité. L'expérience montre que lorsque le savoir, le développement technologique et l'innovation sont le fruit d'une collaboration entre les différentes parties prenantes, la valeur du développement technologique fondé sur la recherche s'accroît.

Les femmes dans l'agriculture

La proportion de femmes dans la production agricole et les activités après récolte varie entre 20% et 70% selon les régions. La participation des femmes aux activités productives augmente dans de nombreux pays en développement, à la faveur notamment du développement de l'agriculture irriguée axée sur l'exportation, qui crée une demande grandissante de main-d'œuvre féminine, y compris de travailleuses migrantes. Bien que cette dynamique ait produit des effets bénéfiques, la situation de la majorité des femmes rurales du monde entier continue de se détériorer : dégradation de leur état de santé et de leurs conditions de travail, accès limité à l'éducation et faible contrôle des ressources naturelles, précarité de l'emploi et faibles revenus.

Il faudrait prendre en urgence des mesures pour promouvoir l'égalité des sexes et l'équité sociale. Ces mesures comprennent le renforcement de la capacité des institutions publiques et des ONG à mieux faire connaître les diverses formes d'implication des femmes dans les activités agricoles et rurales. Il s'agit aussi d'accorder la priorité à l'amélioration de l'accès des femmes à l'éducation, l'information, la science et la technologie, ainsi qu'aux services de vulgarisation.

Les biotechnologies

La synthèse sur les biotechnologies, et plus particulièrement sur les OGM, dénote une très grande prudence, voire réserve, pour les raisons suivantes :

mettre l'accent sur les biotechnologies sans garantir le soutien à d'autres recherches peut orienter les investissements dans les programmes de formation et de recherche de telle sorte que cela réduise le nombre de professionnels dans les autres sciences agricoles ;

l'existence de brevets sur les transgènes peut remettre en cause les expérimentations par les agriculteurs eux-mêmes et compromettre les pratiques locales favorables à la sécurité alimentaire ; sont particulièrement concernés les droits de propriété intellectuelle qui interdisent l'utilisation par les agriculteurs de leurs propres semences et l'accès aux matériels génétiques pour des recherches par les communautés elles-mêmes ;

les pollutions accidentelles par contamination de cultures non OGM peuvent être dommageables tant aux producteurs d'OGM qu'à ceux de produits conventionnels.

Le rapport propose une évaluation rigoureuse des impacts des biotechnologies, afin de garantir une expertise locale et une capacité des communautés locales à préserver et utiliser tout leur potentiel génétique. Il recommande de mettre l'accent sur les

projets de sélection participative et sur l'agroécologie.

Monsanto et Syngenta, multinationales spécialisées dans les biotechnologies et les OGM, parties prenantes dès l'origine dans IAASTD, se sont retirées de cette évaluation à la fin de l'année 2007. En janvier 2008, la position des gouvernements américains, canadiens et australiens était plus que réservée sur les rapports IAASTD. Pour ces gouvernements et pour les semenciers internationaux les présentations ne sont pas équilibrées et ne rendent pas compte de manière objective des avancées permises par les biotechnologies, des résultats obtenus et du potentiel de solutions que celles-ci recèlent. Selon elles, trop de place est donnée aux risques et aux précautions par rapport aux bénéfices attendus des biotechnologies.

Le commerce international et les marchés

Deux visions très divergentes existent à propos du commerce et des marchés : l'une en faveur d'une économie mondiale totalement dérégulée, où l'agriculture ne présente pas de spécificités par rapport aux autres secteurs ; l'autre qui considère que les marchés ne peuvent à eux seuls garantir la durabilité d'un certain nombre de biens publics tels que la sécurité alimentaire, le renouvellement des ressources naturelles ou la protection de l'environnement.

La section du rapport de synthèse relative au commerce et aux marchés reflète un point de vue plutôt consensuel entre ces deux positions extrêmes. Le rapport met tout d'abord l'accent sur les impacts en termes de répartition du commerce de produits agricoles, le plus souvent en défaveur des petits producteurs. Il est signalé que la libéralisation du commerce peut avoir des effets négatifs sur l'agriculture, avec des conséquences sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'environnement, si « les institutions et les infrastructures de base ne sont pas en place ». Les USA, par note de bas de page, signalent qu'ils auraient souhaité une formulation plus positive comprenant la phrase suivante : « ouvrir les marchés agricoles nationaux à la compétition internationale peut offrir des bénéfices économiques, mais peut avoir des effets à long terme négatifs si les institutions nationales et les infrastructures ne sont pas en place ».

Face à la défaillance des marchés pour pénaliser les effets négatifs des pratiques agricoles sur l'environnement et au contraire valoriser les services agroenvironnementaux, il est fait appel à la recherche et au développement pour définir des mesures incitatives au développement durable.

Quelques recommandations par région

Amérique du Nord et Europe

En tenant compte de la diversité des situations dans la région NAE, il faudra se fonder sur trois stratégies essentielles pour réaliser les objectifs de développement et de durabilité aux niveaux mondial, régional et local

- *Réorganiser les systèmes de connaissance* en développant une interdisciplinarité significative, en créant des réseaux de connaissances interactifs, en renforçant la participation de nombreux acteurs, en associant les connaissances locales et traditionnelles au savoir scientifique formel, et en réformant les organisations pour les rendre plus sensibles aux besoins des différentes parties prenantes.
- *Améliorer les politiques et la gouvernance* pour encourager la collaboration entre divers secteurs et acteurs ; protéger et améliorer l'accès à des biens publics tels que l'eau potable ; et atténuer les principaux impacts négatifs des CSTA, notamment ceux de la concentration des terres et des agro-industries, sur la durabilité des moyens de subsistance.
- *Accroître l'ensemble des investissements publics et privés dans les CSTA*, en vue de réaliser les objectifs de développement au sein de la zone NAE et d'y contribuer à l'échelle du monde entier. L'État devra particulièrement investir dans les biens publics et la réorganisation des systèmes de connaissance liés à l'agriculture.

Afrique Subsaharienne

Pour l'Afrique Subsaharienne, le constat suivant est établi :

une marginalisation de la femme qui représente pourtant 70 % de la main-d'œuvre agricole ;

l'existence de liens très distendus entre l'agriculture familiale et l'agroalimentaire et dont le symptôme le plus caractéristique est un faible accès aux marchés régionaux et locaux et un sous-développement de ces marchés ;

une exclusion de la plupart des agriculteurs des systèmes de recherche, de formation et de développement, soit en raison de technologies inadaptées ou rejetées, soit par manque de crédit, d'intrants, de moyens de transports ou de marchés.

Les recommandations tendent à répondre à quelques grands enjeux.

{ } 1. S'attaquer à l'exclusion de la plus grande partie des agriculteurs des systèmes de RFD.

Face à des technologies inadaptées, il est proposé de développer des technologies qui répondent aux besoins des différents systèmes agricoles et pour cela de s'assurer de la participation des agriculteurs, des ONG et du secteur privé dans leur développement. Il est proposé de réserver des fonds spécialement pour les petites exploitations, de les inciter à s'organiser et à développer des capacités à définir leurs propres besoins et de promouvoir le passage des formes de subsistance aux formes marchandes.

2. Maintenir la diversité des systèmes de production.

La diversité des systèmes africains est en partie à l'origine de l'échec de la révolution verte, contrairement à l'Asie où domine le système rizicole irrigué. Pour la plupart des agriculteurs africains, leurs moyens de subsistance sont liés au maintien d'une certaine diversité des systèmes de production, notamment dans des environnements biophysiques et socioéconomiques fragiles. Par ailleurs, cette diversité est aussi le moyen de minimiser les dommages environnementaux.

3. Resserrer les liens entre l'agriculture et l'agroalimentaire (transformation, distribution, consommation) parle développement des infrastructures de base pour les marchés domestiques et l'amélioration de leur performance ; le renforcement de l'intégration régionale ; un meilleur accès aux marchés globaux.

Amérique latine et Caraïbes

En introduction, il est rappelé qu'avec 53 millions de personnes sous-alimentées, la région est parmi les plus inégalitaires du monde. L'analyse se fonde sur la reconnaissance de formes d'exclusion et d'inégalités : des inégalités fondées sur le sexe, la race, l'ethnie, la classe sociale et la situation géographique ; une exclusion quant à la question de l'appropriation foncière ; une exclusion culturelle et sociale.

Les systèmes de production sont très divers : systèmes agro industriels, agroforesterie, agriculture familiale de subsistance, systèmes miniers (*extractivismo*). Ces différents types sont fondés sur des systèmes de connaissances, de sciences et de technologies agricoles (CSTA) qui ne se croisent guère : le savoir indigène ; le savoir local ; le savoir écologique ; le savoir technologique. Les CSTA ignorent ou sous-estiment le rôle des producteurs (paysans et agriculteurs).

Il y a un consensus sur la non durabilité des systèmes de production alimentaires actuels. La gestion durable des ressources naturelles requiert un changement de paradigme et de système global de production alimentaire avec des changements dans les modalités de produire la connaissance et la technologie et aussi de la justice sociale. Il faut pour cela valoriser les ressources traditionnelles de la culture paysanne, la coopération communautaire.

Principaux enseignements de l'IAASTD

La controverse suscitée par le rapport de synthèse autour des biotechnologies et du commerce international procède de deux logiques assez identiques : pour les uns, on applique une recette générale, ici une technologie, là une ouverture générale des marchés ; ce que les autres refusent. Cette controverse est également révélatrice d'enjeux économiques et financiers considérables. La mondialisation des échanges renforce la tendance historique à l'accroissement de la part relative des produits des industries agroalimentaires, puis des services, sur les marchés intermédiaires et de consommation, au détriment de la valeur ajoutée agricole. Ce commerce est très polarisé, avec la concentration du pouvoir de marché entre un petit nombre de pays et de firmes. Quant aux biotechnologies, ce n'est pas sans rappeler les technologies centrées sur l'accroissement de la productivité qui ont prévalu dans l'agriculture jusqu'à aujourd'hui. La généralisation de ce modèle a d'ailleurs largement été favorisée par la mondialisation des échanges.

Pourtant, la diversité des agricultures est un phénomène inhérent au secteur, en raison de l'hétérogénéité des ressources (terre, eau, climat, écosystèmes) et des conditions historiques, économiques et sociales spécifiques. Chaque agriculture est insérée au sein d'un système agro-alimentaire complexe. L'agriculture ne peut en conséquence se résumer en un secteur simple producteur de matières premières. Face aux enjeux globaux de la sécurité alimentaire, dans un monde où la demande est croissante et où les ressources sont limitées, les systèmes alimentaires doivent être conçus pour favoriser la nutrition et la santé, à l'interface entre systèmes agricoles, systèmes de santé, modes de consommation, tout en préservant la diversité du vivant et en conservant la capacité d'adaptation des espèces et des écosystèmes. Les choix technologiques, quels qu'ils soient, ne peuvent en conséquence être envisagés indépendamment du contexte, environnemental, économique et social, dans lequel le système agricole est inséré.

Si les rapports IAASTD peuvent constituer une "base de connaissances pour l'action", la volonté non prescriptive de ces rapports et

le maintien des divergences imposent un nécessaire travail à la fois d'appropriation et d'approfondissements de ces connaissances..

Quelles perspectives ouvertes par IAASTD ?

IAASTD n'a pas été conçu sur le modèle du GIEC, comme une expertise internationale construite dans la durée. Pourtant le contexte international évolue vite comme le montrent les questions soulevées par la crise économique et financière de 2008 et 2009. La sécurité alimentaire est devenue l'un des thèmes de préoccupations majeurs.

A la suite de IAASTD, on peut signaler plusieurs initiatives internationales qui ont pu s'en inspirer ou qui pourraient pour le moins y trouver des sources d'inspiration : on citera ici le WDR 2008, le panel d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire ou encore le groupe de travail de haut niveau sur la crise alimentaire mis en place par l'ONU.

Le rapport 2008 de la Banque Mondiale sur le développement dans le monde (World Development Report : WDR 2008) met en perspective l'agriculture pour le développement. L'agriculture doit maintenant être considérée comme un moteur du développement avec la capacité d'accélérer la croissance de l'économie, de réduire la pauvreté et les inégalités avec le secteur urbain et de fournir un ensemble de services, notamment environnementaux.

Le panel d'experts de haut niveau, mis en place au sein du CSA (le Comité de la sécurité alimentaire, l'un des comités techniques de la FAO) sur le modèle du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, est censé fournir au processus de décision politique internationale des données et recommandations les plus objectives possibles, améliorant par la même la qualité de la délibération politique.

Un groupe de travail de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale (**High Level Task force on the Global Food Security Crisis**) a été mis en place au sein de l'ONU en avril 2008. La mise en place au-dessus de son agence spécialisée la FAO est justifiée par la nécessité d'une cohérence entre les actions humanitaires et les actions de développement et la nature plurisectorielle de la sécurité alimentaire. Ce groupe de travail a produit pendant l'été 2008 un document cadre marquant un consensus sur la manière notamment d'investir dans l'agriculture de manière cohérente et coordonnée.

Enfin, signalons une initiative prise par la France qui s'inspire directement des travaux conduits au sein d'IAASTD : **l'Observatoire des Agricultures du Monde (OAM)**. OAM est une initiative internationale initiée par le CIRAD dans le but de rendre compte de la diversité des agricultures du monde. OAM vise à mettre en réseau des observatoires de façon à mieux comprendre comment différentes agricultures contribuent aux enjeux du développement durable. Le dispositif Observatoire des agricultures du monde comprendra, pour sa composante internationale, un secrétariat exécutif international, composé de cadres scientifiques et techniques localisé à la FAO à Rome et des dispositifs régionaux autonomes, mais articulés entre eux et avec le secrétariat exécutif, et impliquant les différents acteurs.

Bibliographie

* IAASTD, 2008. Rapports disponibles sur le site : www.agassessment.org
http://www.agassessment.org/docs/Synthesis_Report_261107_text.pdf

* Analyse n° 6, avril 2009. *L'IAASTD, une expertise internationale qui marque un changement de paradigme pour l'agriculture et le développement*. Ministère de l'agriculture et de la Pêche, Prospective et Evaluation.

* Greenpeace, 2009. *Agriculture at a Crossroads Food for survival*.

* Banque Mondiale, 2008. *Rapport sur le développement dans le Monde, 2008 - L'Agriculture au service du Développement*, co dirigé par Derek Byerlee et Alain de Janvry.
